

# Le Libertaire

HEBDOMADAIRE ANARCHISTE

69, BOULEVARD DE BELLEVILLE — PARIS

CHÈQUE POSTAL : LECOIN 31007

## ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE : Un an . . . 10 fr. Six mois . . . 5 fr.  
POUR L'ÉTRANGER : Un an . . . 15 fr. Six mois . . . 8 fr.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Adresser tout ce qui concerne l'administration à FISTER

Adresser tout ce qui a trait à la rédaction à LECOIN

## Amnistie pour tous !

Val-on se décider à rendre à leur famille, à leurs amis, à la liberté les milliers et milliers de soldats, de marins et de civils auxquels doit s'élendre, sous peine d'être une dérision et un défi, le droit de grâce amnistie que le Parlement a attribué au Gouvernement ?

Victimes des conseils de guerre ou des tribunaux civils, insoumis, déserteurs, révoltés et justiciables de toutes catégories, ils représentent, à nos yeux, à des degrés différents et sous des formes diverses, la Protestation légitime, le Droit imprescriptible, la Révolte sacrée contre cette odieuse inhumanité : la Guerre.

De ceux qui, les de courir les dangers d'une guerre, ont aperçu, dans la nuit, à ceux qui, vaillamment ont refusé de prendre part au Crime et ont, du premier au dernier jour, donné l'exemple de l'insoumission, tous doivent bénéficier d'une mesure qui s'impose.

Mulins de 1917, marins de la Mer Noire, Jeanne Morand, Gaston Rolland, Cottin, ont été injustement un geste qu'on peut ne pas approuver, mais dont il n'est pas permis de nier le caractère désintéressé.

Ce geste a exprimé l'état de conscience, il a traduit la pensée réfléchie de tous ceux à qui la folie du massacre n'avait pas ravi toute raison et toute sensibilité. Et il indique que seuls soient condamnés ceux qui ont eu l'occasion et le courage d'accomplir ce geste et ne pas nous en proclamer solidaires, serait, de notre part, la pire des lâchetés.

Nous n'avons pas attendu ce jour pour affirmer hautement la solidarité étroite, indissoluble qui nous lie à toutes ces victimes.

Plus que jamais nous l'affirmons. Leur sort est, moralement, le nôtre. Avec eux, nous souffrons ; nous désirons autant qu'ils la désirent leur libération immédiate. Ils comptent les jours, les heures qui les en séparent ; nous les comptons aussi, et si leur confiance était une fois de plus déçue, l'incertitude que nous en ressentirions serait éternelle à la leur.

La discussion sur l'amnistie a eu lieu à la Chambre samedi. Nos gouvernements comprendront-ils que la plus élémentaire équité leur fait un devoir de mettre fin au supplice ininterrompu et vraiment par trop long de ces infortunés ? Je n'ose l'espérer. L'expérience est là, qui nous indique la confiance à ces désemparés. Chez les gouvernements, le sentiment du devoir est aboli. Ils ferment l'oreille aux appels de la conscience et l'ouvrent aux conseils intéressés des Partis : c'est la règle. Et si quelques-uns conservent le sens de la justice et y conformement par leurs paroles, c'est l'exception qui confirme la règle.

Et pourtant, je ne désespère pas ; car je sais que si les gouvernements sont insensibles aux sollicitations de la clémence, ils ne le sont pas à celles de l'intérêt et l'intérêt du Gouvernement est d'accorder enfin l'amnistie qu'il a jusqu'à présent obstinément refusée.

De nombreuses considérations plaident en faveur de l'amnistie, d'une amnistie large, complète. Il y a, d'abord, le courant d'opinion, qui grandit de jour en jour, et dont les représentants du peuple ne peuvent plus méconnaître la force grandissante. Il serait d'autre part, pour leur réélection, que ces Messieurs commencent la faute de n'en pas tenir compte ; ils s'exposeraient à susciter

chez bon nombre de leurs électeurs un mécontentement qu'ils redoutent : la crainte est le commencement de la sagesse.

Il y a, ensuite, le contraste révoltant de ces milliers de jeunes hommes dont la guerre a brisé l'existence, et de ces milliers de profiteurs que la guerre a enrichis. Le traitement de faveur dont jouissent ces individus, l'oubli jeté sur leurs déprédations, l'impunité dont ils bénéficient sont une sorte d'amnistie scandaleusement accordée à ces criminels, qu'instinctivement exécutent les masses populaires. Si peu attentifs qu'ils soient aux colères qui grondent en bas, les dirigeants ne sauraient sans démesure continuer à leur jeter le dévolu.

Il y a les redoutables responsabilités mises au compte des généraux et des diplomates, dont l'imprévoyance, l'aveuglement et l'incapacité apparaissent de plus en plus notoire.

Il y a, enfin, les responsabilités, de mieux en mieux établies, des parlementaires eux-mêmes : chef d'Etat, ministres, chefs de groupes, parlementaires de marque, ces responsabilités sont comme des nuages chargés de foudre sur le point de crever et de s'abattre sur le régime.

Que de fautes ils ont à se faire pardonner ! Que d'erreurs mortelles, que de crimes propres à soulever contre eux l'indignation et la fureur populaires, ces profiteurs de la guerre et de la paix, ces généraux, ces diplomates, ces ministres et ces législateurs ont sur la conscience !

Comprendront-ils, enfin, que les fautes faites à leurs yeux, gestes méritoires aux nôtres — qu'expient les insoumis, les déserteurs, les mutins de terre et de mer, Jeanne Morand, Gaston Rolland, Cottin et les autres, ne sont rien, comparées aux abominables forfaitures et aux impardonnables négligences — soyons indulgents — dont s'est rendu coupable tout ce monde de mercantiles, toute cette bande de chefs et de gouvernants ?

Ne finiront-ils pas par concevoir qu'ils ont besoin d'amnistie, eux, cent fois, mille fois plus que ceux qu'il s'agit d'arracher aux prisons civiles et aux bagnes militaires ?

Ne trembleront-ils pas à la pensée des comptes qu'on pourrait exiger d'eux et aux conséquences qui résulteraient de cette reddition de comptes ?

Nous voulons, nous réclamons, nous exigeons l'amnistie pour tous, une amnistie véritable, sans restriction, et non un simulacre d'amnistie.

Notre sympathie embrasse tous les condamnés ; notre solidarité s'étend à toutes les victimes, sans distinction, sans exception.

Mais il en est une sur qui se porte, plus affectueuse et plus solide, notre attachement, celle de Cottin.

Nous avons entrepris de l'arracher, coûte que coûte, à son supplice. Notre action en faveur de sa mise en liberté n'a pas atteint toute la vigueur que nous sommes résolus à lui donner.

S'il n'est pas compris dans la mesure de grâce amnistieuse qui a été votée samedi, nous redoublons d'activité, et notre ardeur ne s'élendra que lorsque nous l'aurons, enfin, rendu à ses vieux, à ses amis, à la vie libre, à la propagande.

Nous en prenons ici même l'engagement, et nous saurons le tenir.

SEBASTIEN FAURE.

## Ceux qui ne fêtent pas la Patrie

Pétarades et sons de clairons dans les quartiers populaires, Mâts tricolores déshonorés, les boulevards et les avenues aux fenêtres des rues. Les carrefours vont appartenir aux bistrots. L'armée s'exhibera triomphante. Les chefs, charbonnés de gloire, exalteront le souvenir de leurs crimes devant le défilé des complices-victimes pour le carnage de demain. La nuit venue, il y aura des aventures d'alcool et de stupeur et de nouveaux êtres naitront de ces accouplements sans beauté pour donner à la patrie l'aliment de sa monstrueuse persistance.

Fête nationale ! Qui pourra te vitupérer et te nier ? Qui portera en ses idées et en ses actes le pouvoir de se dresser face à la haine de tes mascarades et à l'horreur de tes réalités significatives pour dire : « Non ! » à tout ce que tu célèbres en ce 14 juillet ?

Sont-ce tous ceux-là dont l'antimilitarisme se contenta, en juillet 1914, de prendre les armes et de partir, « héroïques », pour la dernière des guerres contre le militarisme personnifié en Guillaume II ? Sont-ce les ex-pouils de la guerre du Droit et de la civilisation, sont-ce ceux-là qui servirent sous Poincaré et Millerand, Brand, Viviani, Sembat, Guesde et Painelevé ? Est-ce qu'ils sont qualifiés pour mépriser les enthousiasmes meurtriers auxquels ils s'adonnèrent de si grand cœur à la veille de la victoire ?

Républicains, radicaux et socialistes, tous antimilitaristes, tous pacifistes, avant, pendant et après la guerre, mais en principe, mais en droit... Ils préférèrent la guerre pour éviter la guerre. Ils firent la guerre pour éviter la guerre. Ils allèrent à l'autel de la guerre « pour faire la paix et, afin de consolider cette paix, ils admettent fort bien que la nation s'accorde « des garanties ». Qu'ils fêtent donc le 14 juillet.

Sont-ce les « communistes » qui pourront se dresser contre les parades de la soldatesque ? Nous ne parlerons pas du passé des grands chefs de leur parti. Nous oublions Marcel Cachin parcourant l'Italie en 1915, escorté par les autorités consulaires

de la République française, pour prêcher la guerre sainte au prolétariat qui n'y croyait pas et qui n'en voulait pas. Regardons dans le présent bolcheviste.

Des documents photographiques sont sous nos yeux. Voici une armée en uniforme qui défile au pas cadencé, avec discipline. Des officiers caracolent en tête.

On voit des décorations sur les poitrines. Les rues sont pavées. La foule se presse sur le passage des troupes, attendant avec impatience l'arrivée des grands chefs militaires. Enfin ! les voilà... Les chapeaux se lèvent, les têtes s'inclinent : ils passent avec un salut militaire près du képi, raidis d'orgueil, symboles de l'autorité et de l'assassinat collectifs.

Qu'est-ce donc là ? Le 14 juillet en France, le 20 septembre en Italie, la fête nationale à Berlin ou à New-York, à Madrid ou à Tokio ? Eh non ! camarades : c'est le 1<sup>er</sup> mai à Moscou. C'est l'armée rouge. Ce sont les commissaires du peuple. C'est la Révolution en marche ! dans le « socialisme ». Bronchez pas : c'est pour le Proletariat que nous commandons. En avant ! tuez, faites-vous tuer ; obéissez, sans discuter les ordres, sinon on vous fusille, au nom du Proletariat.

Cependant, Trotsky est contre la Patrie comme M. Frossard est contre l'Etat, — EN PRINCIPLE. La République française aussi est pour la Liberté, l'Égalité et la Fraternité, en formules qui s'inscrivent sur les murs des prisons, des banques et des casernes. Les bolchevistes et leurs disciples de France et d'autres nations sont bien les fils de ces avocats politiciens qui, dès 1793, abâtardirent la Révolution en la « constituant », en la militarisant, en l'impérialisant, au nom des « immortels principes de 1789 ». L'armée rouge n'attend plus que son Bonaparte.

Fête Nationale, tous ces hommes de grands principes sont bien dignes de participer à ces fastes grossiers. En le tournant en dérision, ils se rendent ridicules eux-mêmes, car nous savons bien qu'ils n'agissent, sur les tréteaux, qu'à modifier

la couleur des oriflammes ; dans les revues, qu'à se mettre à la place de les chefs d'armée et d'Etat. Ils sont les amants, les souteneurs de demain ; ils ne le deviennent que pour mieux le prendre à leur tour. Et, quand ils l'auront conquise, Fête Nationale, ils te feront changer de nom, afin de rajouter la clientèle, comme le « marlon » fait de la fille qu'il exploite.

Mais voici les anarchistes. Ceux-là peuvent balayer les réjouissances militaires aussi bien qu'ils peuvent s'indigner contre les horreurs guerrières. Ils ne se moquent pas aujourd'hui de ce grotesque, du 14 juillet, seulement par esprit de dérision, pour le plaisir d'en rire. Ils ne se lamentent pas, hier, sur les tragédies du massacre, seulement par pitié, pour la souffrance d'un pèlerin. Non, il y a, au delà du ridicule et de la commiseration, une conviction et une volonté qui mettent les anarchistes en face des fêtes nationales — quelles qu'elles soient — et en face des guerres — quelles qu'elles soient — comme des négateurs irréductibles et irrépressibles.

L'anarchie n'est pas un immoralisme, principe au nom duquel on constitue, sous des apparences nouvelles et au service de nouveaux chefs, les forces collectives d'oppression. L'anarchie n'est pas un mot à graver on à peindre sur des monuments publics. L'anarchie n'est pas une idée générale à adapter à de jeunes législations.

L'anarchie, c'est l'être vivant affirmant la vie. C'est l'individu producteur défendant sa production. C'est l'individu consommateur réglant lui-même sa consommation contre toute politique. C'est l'artiste, le poète, le penseur, le philosophe prétendant conserver sa liberté de sensation, de sentiment, de conscience, de recherches métaphysiques, contre tout dogme religieux. C'est l'individu doué d'amour, cherissant une femme, un enfant, des amis et tous ceux qui nous offrent, par le monde, la communion des images et des idées, au rythme de leur cœur et à l'ascension de leur pensée... C'est l'individu trouvant les « siens » sans se préoccuper ni des partis, ni des patries, ni des lois, ni des morales. C'est l'individu défendant son amour contre les Etats, contre les nations, contre leurs luttes qui ne sont pas ses luttes, contre les guerres qui ne sont faites que pour dresser les uns contre les autres les hommes dans l'ignorance de leurs sentiments communs, de leurs idées

communes, dans la méconnaissance de leurs personnalités réciproques.

L'anarchie, c'est l'individu contre l'Autorité sous toutes ses formes. C'est l'individu contre tout ce qui prétend arrêter, interrompre, immobiliser le mouvement autonome de chaque être humain. C'est la diversité contre l'uniformité. C'est la Vie contre la Mort.

L'anarchie est, avec le syndicalisme, contre le Capital et contre l'Etat. L'anarchie est avec l'émancipation, l'action directe des masses, avec la rébellion sous toutes ses formes, individuellement et collectivement, contre le Parlementarisme et la législation.

L'anarchie est avec tous les chercheurs, tous les novateurs, contre toutes les religions qui prétendent fixer les métaphysiques et les rêves.

L'anarchie est avec tous les persécutés, avec tous les incompris, avec tous les souffrants, avec tous les malades contre tous les moralistes qui prétendent édicter un code uniforme pour régler les relations humaines. L'anarchie ne condamne personne.

Et c'est ainsi que l'anarchie pousse enfin tout naturellement ceux qu'elle anime de son souffle vital à se refuser de servir la Patrie, à nier le devoir militaire comme tous les autres devoirs, à ne pas être seulement en principe, devant la Caserne, comme devant l'Église, contre l'Autorité — mais en fait, pratiquement, homme par homme et en commençant par l'homme que l'on est : individuellement.

Les anarchistes sont les seuls à pouvoir se dire vraiment antimilitaristes parce qu'ils sont antipatriotes. Ils peuvent nier les idées, pourvu qu'ils combattent pour détruire la Cause. Faisons comprendre à tous ceux qui souffrent de l'Armée, des armées — et à tous ceux qui peinent par le Salarial — que rien ne peut améliorer ni le régime militaire, ni le régime du Travail forcé, que le Proletariat ne pourra jamais s'émanciper, qu'il n'y a que la destruction de toute forme d'Etat, de toute forme d'autorité collective.

La guerre, comme l'exploitation, ne sera rendue impossible que par le triomphe de l'Anarchie.

André COLOMER.

## LES DIEUX DE SANG

Les dieux d'antan, les dieux de pierre, Les dieux de bois, les dieux de fer, Les dieux de sang ne sont pas morts. Les trônes, qui courbaient les fronts, Les autels, ployant les genoux. Les barbares idolâtres Vivent encore.

Les divinités encensées Par les vapeurs des chairs tuées, Les orgueils des sauvageries, Les triomphes des tyrannies, Reçoivent les apothéoses. Les statues, les hymnes, les gloires S'élèvent pour les Egorgeurs. Et les pompes, les fusteries, Les cortèges des serviteurs Et l'armée des férociétés, Et les troupeaux de la bêtise Chantent la beauté des bourreaux.

Mais les hontes, l'ignominie Et les bagnes, et les supplices Frappent les héros de l'Idée Qu'indignent les iniquités, Frappent les cœurs humanitaires Que les misères adolorent, Frappent les penseurs révoltés Par l'horreur des assassinats, Frappent les justes qui se lèvent, Découvrent de la vérité, Proclament de l'idéal.

Les papes, les rois et les juges Sont toujours les dieux tout-puissants, Les dieux de fer, les dieux de sang.

Toujours et par toute la terre Les seigneurs, les maîtres, les chefs Ecraient de leurs pieds sanglants Les cœurs des foules exploitées, Et comme aux vieux temps des tueries Se nourrissent de leurs chairs crues Et boivent les rouges rosées Qui tombent des yeux éplorés Des nations martyrisées.

O martyrs, qu'on pend, qu'on égorge, Que dans les tombeaux des prisons, Les Cayennes, les Biribis, Vivants en enfer, Votre pensée est immortelle, Les temps futurs vous aimeront.

Vos paroles laboureront Les intelligences humaines, Y feront germer les vœux, Y pousser les actes virils. Les canons, les forts, les frontières, Les baïonnettes et les lois, Toutes les armes des tueries, Toutes les machines de guerres, Tout l'arsenal des barbares Seront vaincus par la Science, Seront broyés par tous les hommes, Libres, égaux et fraternels, Réellement émancipés Dans la radieuse Harmonie.

Et si les peuples restent sourds, Sourds à vos vœux libérateurs, Sourds à l'avenir de leur vie, Sourds à leur conscience intime, Sourds à l'appel de la Nature,

Les Cratères s'insurgeront. De leurs épaules montagneuses Ils secouent les cathédrales Du mal, de l'ignoble et du vil. De leurs colères de taureaux Ils viendront heurter les vieux trônes Et renverser les piedestaux, Et pulvériser tous les dieux.

Ils vomiront des mers de flammes. Et les temples, les châteaux-forts, Les Kremlin, les Escorial, Les palais, toutes les bastilles. Tous les dieux de fer et de sang, Dont l'ombre pesait à la terre, Rouleront dans les incendies Et s'envoleront en poussière.

Théodore JEAN.

LECOIN est condamné BERTELETTI, DELECOURT, VILLIERS sont poursuivis

Lecoïn a comparu vendredi dernier devant la onzième Chambre correctionnelle, et s'est vu condamné à 6 mois de prison pour avoir pris, dans un meeting, la défense de Fort et Concepcion, les deux révolutionnaires espagnols libérés par les gouvernements allemand et français à la vengeance d'Alphonse XIII.

Notre camarade, qui, pour cette fois, n'a pas subi l'emprisonnement préventif, est toujours en liberté.

Bertheletti, Delecourt et Villiers, notre gérant, ont été appelés chez M. Warrain, juge d'instruction, qui les a inculpés en vertu des lois scélérates pour toute la propagande faite ces temps derniers en faveur de Cottin.

A toutes ces tracasseries gouvernementales il n'y a qu'une seule réponse à faire : INTENSIFIER L'AGITATION OUI À POUR BUT D'ARRACHER LE COURAGEUX JUSTICIER COTTIN À SES BOURREAUX.

En conséquence, n'hésitez pas, camarades, à vous adresser à Delecourt, 69, boulevard de Belleville, pour avoir les brochures Cottin que nous laissons à 26 francs le mille, 13 francs les cinq cents et 3 francs le cent.

Faites-les surtout sous commandes de papillons Cottin dont le prix modique, ci-dessous indiqué, vous permet de les plaquer partout.

50 feuilles (de 16 papillons) .. 2 fr. 50 plus 0 fr. 45 de port.  
100 feuilles (de 16 papillons) .. 5 fr. plus 0 fr. 90 de port.  
500 feuilles (de 16 papillons) .. 25 fr. plus 4 fr. 50 de port.  
1.000 feuilles (de 16 papillons) .. 50 fr. plus 9 fr. de port.

LES 14, 15, 16 JUILLET

Pour s'isoler des braillements de la foule et prendre quelques bonnes heures de repos

GRANDE BALADE CHAMPÊTRE A VAIRES-TORCY

Prendre le train à la gare de l'Est, direction de Château-Thierry, à 7 h. 44, 9 h. 20, 9 h. 40, 9 h. 51, 10 h. 30, etc.

## Mascarade nationale

A l'heure où paraissent ces lignes, tout ce que la France compte d'épiciers patriotes et de charcutiers républicains s'acheminera vers l'endroit où doit se dérouler l'annuelle cavalcade patriotarde du 14 juillet.

Parmi les centaines de milliers de badauds qui, pendant des heures, gèleront, hurleront, gesticuleront, en attendant le carnavalesque défilé, il n'y aura pas que la haute et basse « mercante » que la dernière guerre a enrichies. Il y aura — hélas ! — la majeure partie du peuple qui, trompé par les feuilles qu'elle lit, croit encore à la patrie et à la nécessité de cette force criminelle et stupide qui s'appelle l'Armée.

Des veuves qui ont laissé leur mari dans la grande fournaise ; des mères, dont on perd le souvenir de ce qu'elles avaient de plus cher au monde ; des frères, des sœurs, des parents, des amis qui pleurent encore celui qui fut tué « glorieusement » — entre guillemets, s. v. p. — toutes ces victimes de l'ignoble tuerie qui s'attendrissent sur la mort d'un de leurs serons, à la revue, pour acclamer les professionnels du meurtre encore ivres du sang versé à profusion il y a quatre ans !

Par « professionnels du meurtre », j'entends et veux m'entendre que ces militaires de carrière qui n'ont jamais exercé d'autre profession que celle de tuer un sabre, ce qui, vraiment, n'est ni un métier bien reluisant ni bien rémunérateur.

Tant que l'épée reste au fourreau, l'homme qui se fait une gloire de détenir cette arme, se maintient dans la catégorie des êtres inutiles.

Mais de jour, où — sur l'ordre d'un gouvernement sanguinaire ou apeuré, — il se met en devoir de montrer ses talents de guerrier, cet homme devient nuisible et constitue un danger pour les gens paisibles qui n'aiment pas la guerre, ne veulent pas la faire et ne demandent qu'une chose : la Paix.

Le militaire professionnel est donc un fléau permanent qui ne disparaîtra que par la Révolution.

En attendant ce jour heureux, il est le Maître incontesté et, à certaines époques de l'histoire, chacun doit se plier à ses injonctions et exécuter ses ordres sans broncher.

C'est ce qu'on peut appeler la Dictature militaire, celle que, pendant plus de quatre ans, tout un peuple a subie presque sans murmurer... Celle qui a fait assassiner quinze millions d'hommes dans la force de l'âge.

Ne se souviennent-ils donc plus de ces années terribles, des malheurs, qui, ce matin, vont s'aggraver à acclamer toute la séquelle de maréchaux et de généraux venus là pour bien prouver leur puissance et leur suprématie ?

## Une mauvaise cause : La Repopulation

Il y a un mois, le Petit Parisien du 16 juin, pour préciser, a publié le fillet suivant :

« Le sort de notre pays, a dit M. Millerand, est lié au problème de la natalité. Le problème, hélas ! paraît chaque jour plus difficile à résoudre : 1.034.000 naissances en 1908, 745.000 en 1913, soit des chiffres, nos lecteurs connaissent d'ailleurs toutes ces données par la série d'articles que nous avons publiés sur cette question vitale pour notre nation. »

L'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française, dont les bureaux sont 10, rue Vivienne, à Paris, vient de créer sous le nom de Le Prix Michelin de la natalité, un prix de 50.000 francs qui sera décerné à l'auteur de la meilleure brochure de propagande contre le déficit de nos naissances.

Les concurrents, après avoir défilé le mal, c'est-à-dire exposé la diminution croissante de la natalité française depuis un siècle et ses dangers : campagnes qui se dépeuplent, terres qui restent en friches, usines qui se ferment, etc., et montré comment la natalité amènerait fatalement la ruine et l'invasion, devront proposer les remèdes.

Certains d'entre eux pourraient être trouvés dans une aide financière aux familles nombreuses ; mais le fléau ne sera vraiment enrayé que lorsque chaque ménage aura vraiment compris le devoir moral, social et patriotique de la paternité, qui comporte des joies et des récompenses inégalables.

La brochure primée sera tirée à 500.000 exemplaires et répandue dans toute la France. Ajoutons que cinq prix de 10.000 francs seront, en outre, attribués aux meilleurs envois.

Au risque de m'attirer les foudres de l'Alliance Nationale pour l'accroissement de la population française, je vais répondre du tac au tac aux objurgations à la fois stupides et criminelles des manitous de cette Alliance.

Non, ils ne s'en souviennent sans doute plus de ces heures tragiques où le sang coulait à flots... pour la gloire et l'honneur du Drapeau, mais surtout pour la caisse des marchands de canons, des fournisseurs de la guerre et des mercantis de toute espèce.

Non, ils ne s'en souviennent plus, ils ne peuvent plus s'en souvenir, ces malheureux qui s'intoxiquent chaque jour par la lecture des grands quotidiens...

Ne nous hâtons pas trop de jeter l'anathème à ces gens qui n'ont pas eu, comme nous, la chance et le bonheur d'évoluer. Ayons initié d'eux et plutôt que de les disqualifier, essayons de les amener à nos conceptions, à nos doctrines.

Paris ne s'est pas fait en un jour, sans doute ; la pénétration d'une idée nouvelle dans une cervelle réfractaire, ne se fait pas non plus en un jour.

Il est bien regrettable, tout de même, que le gouvernement de Poincaré, la-Mort n'ait pas eu l'heureuse idée, pour corser le programme, de faire participer à la mascarade militaire de Longchamp, les généraux assassins de Vingré et d'ailleurs.

Derrière les maréchaux Fayolle et de Castelnau, l'exhibition de ses ignobles soudards s'imposait, et leur présence seule eût suffi à symboliser la beauté du militarisme au XX<sup>e</sup> siècle.

Vraiment, après nos « glorieux » vainqueurs de la dernière guerre — ne pas confondre : dernière en date — c'était tout ce que le gouvernement avait de mieux à offrir en spectacle à la population parisienne.

D'autant plus que la présence de ces assassins abjects par ce grand dadais de Maginot, eût pu simplifier la besogne d'épuration qui, peut-être, aura lieu un jour.

Si ces sinistres fossoyeurs doivent finir d'une balle dans la peau — eux qui ont fait exécuter lâchement des innocents — il serait préférable que cette mesure de salubrité soit prise dans le plus bref délai, tout de suite, pour l'exemple.

Car on ne sait pas au juste où réside actuellement ces tristes personnalités.

Groupés, les généraux surineux eussent pu s'effondrer comme un château de cartes.

LES VOYANT DEFILER AU MILIEU DE LEURS TROUPES, PEUT-ÊTRE SE SÉRAT-IL TROUVE, DANS LA FOULE, A LONGCHAMP, QUELQUES HOMMES DE CŒUR QUI, SE SOUVENANT DE COTTIN ET VOULANT VENGER LES PAUVRES MARTYRS DE VINGRÉ, AURAIENT ENFIN FAIT PASSER LE COUT DU PAIN A CETTE CANAILLE ABHORRÉE !

LUC LELATIN.

Qu'on m'accuse ensuite d'être un mauvais Français, cela m'est profondément égal.

Du reste, un anarchiste n'a pas de patrie, sa conscience lui suffit et si sa conscience n'a d'égal que l'ardeur de ses convictions, il peut, je pense, relever fièrement la tête, sans se soucier des roquets qui aboient sur son passage.

Les quelques lignes publiées par le Petit Parisien ont été vraisemblablement inspirées par cette « Sacro-Sainte » Alliance.

Discutons-les, ces quelques passages, et répondons-y comme il convient.

Tout d'abord, l'Alliance fait tristement cette constatation — qui ne nous fait aucune peine, même légère — qu'en 1868 il y avait en 1.034.000 naissances, alors qu'en 1913 — c'est-à-dire 45 ans après — le chiffre n'est que de 745.000.

Toutefois, on ne daigne pas nous entretenir des années 1914, 15, 16, 17 et 18 qui furent glorieuses, parait-il, mais durant lesquelles le chiffre des décès fut — et pour cause — un tantinet élevé.

Cette patriotique association de bons Français — au sein de laquelle je ne serais pas autrement étonné de rencontrer M. Poincaré-la-Mort, qui n'a pas d'enfants — et certain leader du Petit Parisien qui n'en a pas non plus — cette remarquable union de bons patriotes a donc imaginé, pour remédier à cet épouvantable état de choses, de fonder « un Prix Michelin de la Natalité », un prix de 50.000 francs, qui sera décerné à l'auteur de la meilleure « brochure de propagande contre le déficit de nos naissances ».

Je ne doute pas que, devant une telle proposition, tout ce que notre pays compte de plumeilles à la bourse plate, ne se mettent bien vite en ligne pour essayer de décrocher ce Grand Prix où la chance peut vous sourire plus facilement qu'à Longchamp !

Les compétiteurs, d'autant plus nombreux que 5 prix de 10.000 à 2.000 francs et 40







# SON APPEL

une mise en tutelle que les travailleurs n'accepteront pas.

**L'ORGANISATION DE LA RESISTANCE**  
Pour faire face à ce grave péril, le Comité de Défense Syndicaliste est décidé à œuvrer vigoureusement.

Des maintenant, il invite les organisations et les syndicats à regarder froidement, sans embarras, la situation du mouvement syndical dans ce pays. Un syndicat, nul syndicat ne doit, pour quelque prétexte que ce soit, quitter la C.G.T.U. La résistance doit s'organiser du dedans et non du dehors. Chacun doit se mettre dans la tête qu'on n'arrachera pas le syndicalisme des mains de ceux qui viennent de le conduire à l'abandon. Les hommes de Saint-Etienne, en luttant du dedans, en quittant la C.G.T.U. Partout ailleurs, la volonté de tous les syndicats, le syndicalisme révolutionnaire doit s'affirmer, consolider ses positions, en conquérir de nouvelles et de plus fortes.

Le Comité de Défense Syndicaliste ouvriera donc localement, régionalement (suivant les délimitations) des comités dans le projet de l'Exposition nationale.

Considérant, en outre, que les Centrales d'Italie, d'Espagne, d'Allemagne, du Portugal, de Suède, du Norvège, du Danemark, de Suède, d'Argentine, I.L.W.W. d'Amérique et d'autres pays encore, sont et veulent rester en dehors de l'Internationale Syndicale Rouge, Le Comité ouvrera aussi sur le terrain international. Il se mettra donc en relations aussi étroites que possible avec le bureau provisoire

international syndicaliste révolutionnaire, et de constituer un Comité international de défense syndicaliste.

Plaçant au-dessus de tout l'autonomie et l'indépendance du syndicat, le Comité international de défense syndicaliste, le Comité de Défense Syndicaliste poursuivra ses efforts pour sceller cette unité des forces révolutionnaires, pour empêcher qu'on ne fasse volontairement ou involontairement le jeu d'un scissionnisme conscient ou inconscient, entendant par cela qu'une véritable international syndicaliste s'élève au-dessus de toutes les scissions, et qu'elle doit comprendre aussi toutes les Centrales nationales ci-dessus énumérées.

Le Comité international de Défense Syndicaliste, le Comité doit vivre intensément, son activité doit être l'œuvre de chacun et de tous. Que toutes les organisations qui ont été Réunies dans la nuit du 12-13 novembre 1934, dans la capitale, se réunissent donc dans chaque centre, dans

celle toute du Comité de Défense Syndicaliste, qu'elles appellent à elles toutes les organisations sympathiques qui ne se sont pas prononcées, et que les Comités locaux créent entr'elles un lien régional solide que les régions se mettent en rapport entr'elles, désignent leur bureau et leur Commission de propagande, que les régions se mettent immédiatement en relations avec la Commission Exécutive, le Bureau du Comité, et que tous ensemble, par la parole, par le tract, par l'affiche se mettent à l'ouvrage sans s'arrêter davantage.

**PRESSE**

C'est dans le *Journal du Peuple*, que tous nos amis, tous les adhérents au Comité de Défense Syndicaliste, tous les syndiqués trouvent chaque jour la pensée et le compte rendu de nos travaux.

Assurément la plus large diffusion, tous les Comités locaux, tous les centres régionaux, tous les militants doivent faire partout les plus

grands efforts pour que le *Journal du Peuple* soit lu par les syndicats révolutionnaires. Des indications précieuses nous parviendront en temps utile à toutes les organisations minoritaires, et nous ne doutons, devant l'imminence du péril, que tous sera mis en œuvre pour enlever à l'ennemi sa principale arme.

Afin de coordonner nos efforts, nos collaborateurs sont priés d'adresser leur copie au Comité de Défense Syndicaliste qui l'utilisera au mieux.

**CORRESPONDANCE**

Jusqu'au 17 juillet, adresser la correspondance concernant le Comité de Défense Syndicaliste au camarade J.-B. Vallée, 8, avenue Murthim-Moreau, Paris (19<sup>e</sup>). A partir de cette date, et jusqu'à nouvel avis, la feuille parviendra au camarade Fernand Bernard, 22, rue Popincourt, Paris (11<sup>e</sup>).

**TRESORERIE**

Adresser toutes les sommes provenant des adhésions individuelles, des versements des

**RESSOURCES**

Afin de faire face à la besogne de propagande à accomplir d'éditer des tracts, affiches et brochures, de vulgariser ses études et ses travaux, le Comité doit disposer de ressources importantes.

À cette occasion, le Comité ne peut passer sous silence que nos camarades de Suède et de Norvège, placés en face d'un péril semblable ont pu mettre debout 20 journaux quotidiens et ont pu faire ainsi à sacrifier le quart de leur salaire journalier.

Le Comité ne demande pas un sacrifice si considérable aux travailleurs qui ont à combattre le fascisme et la collaboration, mais il veut croire que, prenant conscience

ple sur leurs frères de Suède et de Norvège, ils sauront, comme eux, faire tous les sacrifices nécessaires pour arracher le syndicalisme français des mains des politiciens.

Que tous les syndiqués qui le peuvent effectuent un versement initial aussi élevé que possible, que toutes les organisations s'imposent

en toute souveraineté et en effort nécessaire, le plus large possible, et le Comité fera face à la tâche que lui a dévolue la minorité du Congrès de Saint-Etienne.

Adressez les fonds au camarade Petitbon 8, avenue Mathurin-Moreau, Paris (19<sup>e</sup>).

Tous à l'œuvre, et « Vive le Syndicalisme révolutionnaire quand même, malgré tout et malgré... »

D. — Mais, enfin, il faut bien que MM. les Jurés que nous nous sachions.

M. Faynot, lui, ne rit pas. Très énervé il raconte au jury la visite de Faugoux chez Chaumentin, le départ des cinq compa-

Excusez-moi, monsieur, mais permettez : vous reproduisez absolument la déposition de l'infâme Chaumartin, du mouchard Chaumartin qui est à la préfecture de police ; qui y es-

D. — Est-ce que c'est inexact ce que je dis ?  
R. — Je ne veux rien dire. C'est du détail.  
D. — C'est important, cependant ?  
R. — Important pour vous, pas pour moi.  
D. — Vous avez emporté le plus possible de  
chez le sieur Coucuy ?  
R. — Parfaitement, si j'avais eu tout empor-

D. — Vous en avez tant pris, qu'au retour en chemin de fer, il est tombé des cartouches de votre poche.

R. — C'est de la poche de Ravachol qu'elles sont tombées. Ça n'a pas d'intérêt au procès ça, je peux le dire.

Ravachol, là comme partout, marchait en tête, courant le plus de risques, bravan tout une main en poche, sur la crosse de son revolver, un paquet de cartouches sous l'autre bras. Avant de partir de Soisy, avait voulu mettre le feu à la mesure dont on avait fait les choses pour y voir.

(A suivre.) ..... **Henri VARENNES.**

UN NOUVEL OUVRAGE DE  
**HAN RYNER**

## Les Véritables Entretiens de Socrate

Prix : 7 fr. ; franco recommandé : 7 fr. 70

A la « **LIBRAIRIE SOCIALE** », 69, boulevard de Belleville, Paris (11°).

1944

\_\_\_\_\_



